

4 avril 1998 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur la crise financière en Asie du Sud-Est, l'intervention des institutions financières internationales et la création d'un fonds d'assistance technique financé par les Européens pour l'accompagnement des effets sociaux liés aux plans de sauvetage, Londres le 4 avril 1998

Mesdames, Messieurs,

Nous sommes ici à Londres à l'occasion du deuxième sommet de l'ASEM, et ce deuxième sommet se faisait dans une conjoncture évidemment tout à fait différente du premier, en raison de la crise financière qui a été, bien entendu, au coeur de nos réflexions.

Je voudrais simplement dire qu'à Bangkok, il s'est passé quelque chose : je veux dire qu'entre deux régions du monde très importantes, les liens, à cause de l'histoire, s'étaient petit à petit effacés, et qu'il y avait donc une espèce de faiblesse de nos relations, pas seulement économiques naturellement, parce qu'elles existaient, elles étaient même fortes, mais surtout politiques. A Bangkok, on a affirmé la nécessité de renforcer ces liens et de tirer toutes les conséquences de la solidarité que le monde multipolaire, qui progresse, implique entre l'Asie et l'Europe.

Aujourd'hui, avec la crise monétaire et financière qui s'est abattue sur l'Asie ou sur un certain nombre de pays d'Asie, cette solidarité est apparue comme d'autant plus nécessaire. Et s'il fallait dire en un mot quelle est la conclusion de ces réflexions, je crois qu'on pourrait dire d'abord qu'elles ont permis de réaffirmer ce phénomène relativement nouveau dans l'histoire contemporaine, qui est la solidarité entre l'Asie et l'Europe.

Deuxièmement, elles ont permis à l'Europe, qui a fait sa propre réflexion sur la crise, de réaffirmer sa confiance dans l'Asie. Sa confiance que la crise, qui est certes une crise avec des conséquences, n'est pas quelque chose qui doit durer, que les fondamentaux, comme les appellent les experts, de ces pays restent bons, et que, par conséquent, ils surmonteront les difficultés de la crise, étant entendu que naturellement le monde occidental en général et les institutions financières internationales essentiellement, mais aussi l'Europe, doivent apporter au titre de cette solidarité leur contribution. Ce que d'ailleurs l'Europe a fait puisque la contribution la plus importante apportée financièrement à la crise asiatique l'a été soit directement, soit au travers des actions des institutions internationales -le fonds monétaire et la banque- par l'Europe. Voilà, si vous voulez l'impression que l'on peut tirer de ce sommet. J'ai observé que les dirigeants asiatiques y avaient été très sensibles. La dernière intervention, juste avant que la présidence britannique ne lève la séance, a été celle du Docteur Mahatir de Malaisie, qui a dit avec sa franchise habituelle : quand je suis venu, on m'a demandé ce que j'attendais de ce sommet de l'ASEM, et j'ai répondu : rien. Eh bien, je m'étais trompé. Ce sommet nous a apporté beaucoup de choses, et d'abord il a renforcé notre confiance en nous-mêmes, mais surtout la confiance que le monde peut apporter à l'Asie.

confiance que le monde peut apporter à l'Asie.

Voilà, pour ce qui concerne les généralités, maintenant je suis prêt à répondre à vos questions.

QUESTION - Monsieur le Président, depuis hier, on entend des voix s'élever pour dire leur inquiétude concernant le Japon, la récession au Japon. Il se trouve que vous avez rencontré ce matin Monsieur Hashimoto, alors j'aurais aimé savoir quelle est votre analyse, quelle est son analyse, ce qu'il vous a dit et est-ce que réellement vous pensez qu'il est prêt à prendre des mesures nécessaires pour rétablir la stabilité financière dans son pays ?

LE PRESIDENT - Oui, il s'agirait plutôt de rétablir la croissance, qui, hélas depuis quelque temps, est absente au Japon, et cela pose des problèmes à l'ensemble de la région, mais aussi au monde. Monsieur Hashimoto ne m'a pas fait de confiance, bien entendu, sur les mesures qu'il va prendre pour redresser la situation, puisqu'il doit présenter ces mesures d'abord à la Diète, cela va de soi, et donc il ne m'en a pas parlé.

Mais, intuitivement, j'ai confiance dans sa capacité, et dans la capacité du Japon, à redresser la situation. Je crois que le Premier ministre et le gouvernement japonais sont déterminés à faire ce qu'il faut, et que, maintenant très rapidement, c'est-à-dire dans les toutes prochaines semaines, les résultats devraient se faire sentir. En tous les cas, la volonté du gouvernement d'apporter les réponses nécessaires au problème japonais, cette volonté devrait apparaître très clairement.

D'ailleurs Monsieur Hashimoto ne nous a pas caché que, dès la prochaine réunion du G8, il serait en mesure de prouver la volonté et la capacité des autorités japonaises à s'engager sur la voie du redressement.

QUESTION - Monsieur le Président, est-ce que vous avez le sentiment que l'Indonésie est prête à faire des gestes aussi considérables que le Japon, et est-ce que vous avez aussi confiance en l'Indonésie ?

LE PRESIDENT - Vous savez, dans les périodes difficiles, il faut afficher -et c'est notamment la responsabilité des hommes politiques- la confiance, sinon le signal donné à l'extérieur est un signal négatif et peut être de nature à provoquer des difficultés plus grandes encore. Donc, moi j'ai une confiance globale, y compris pour ce qui concerne l'Indonésie. Il y a eu des discussions difficiles en Indonésie sur les mesures à prendre, mais aujourd'hui l'accord entre l'Indonésie et le FMI est pratiquement acquis. Je crois qu'il ne reste plus, d'après mes informations récentes, que deux ou trois sujets à traiter, et il me semble que le FMI a indiqué que l'accord pourrait intervenir. A partir de là, je crois que le problème principal, c'est-à-dire un redressement de l'économie indonésienne et une réadaptation de ses structures, sera possible.

QUESTION - Je voulais savoir si le fonds spécifique ASEM, qui a été inauguré au cours de cette rencontre, ce qui est apparemment une initiative britannique, a le plein accord de la France, et s'il y a eu éventuellement des dissensions sur la création de ce fonds ?

LE PRESIDENT - Vous me dites que c'est une initiative britannique, c'est possible. J'avais un peu le sentiment que c'était une initiative générale, qui a été mise en forme par la présidence britannique. Tout le monde était tout à fait d'accord, et cela n'a posé aucun problème. Il n'y a même pas eu de discussion détaillée. Je n'ai entendu personne émettre la moindre réserve à l'égard de cette initiative.

QUESTION - Monsieur le Président, quand vous dites que vous avez confiance dans la capacité du Japon à trouver les moyens de son redressement, est-ce que vous avez la même confiance dans la capacité du Japon à ouvrir un peu plus son marché intérieur qu'il ne l'était auparavant, ce qui est une demande permanente des pays occidentaux ?

LE PRESIDENT - Oui, c'est un problème complexe. Mais le Japon a déjà fait quelques pas substantiels, notamment dans la période récente, en ce qui concerne l'ouverture plus grande de son marché. Nous en avons bénéficié sur un point qui me tenait beaucoup à cœur et qui était celui de l'importation des pommes françaises, qui n'étaient pas autorisées au Japon, et pour lesquelles je me suis battu. Je crois qu'il est clair que l'intention des autorités japonaises est de faire en sorte que leur marché soit au moins aussi ouvert que ceux des autres. Cela fera partie probablement des mesures, je l'imagine, qui seront prises dans les prochaines semaines.

QUESTION - Monsieur le Président, est-ce que vous pouvez nous dire quelque chose sur votre discussion avec Monsieur Kohl sur la présidence de la Banque centrale européenne ?

LE PRESIDENT - Je n'avais pas remarqué que ce sujet était à l'ordre du jour du deuxième sommet de l'ASEM, et je crains qu'on ait oublié de le traiter. Ce n'était pas à l'ordre du jour, il faut que les choses se fassent normalement.

QUESTION - Monsieur le Président, tous ces pays de l'Asie sont en train d'assainir leur situation économique, tous ont dévalué massivement, est-ce que vous croyez qu'il y aura des répercussions pour l'économie française ou pas ?

LE PRESIDENT - Quand il y a une crise, il y a toujours des répercussions, et elles ne sont jamais immédiates. Cette crise se traduit par un appauvrissement général, il faudra bien qu'il soit réparti, et il ne peut pas ne pas y avoir de conséquences sur les économies européennes et aussi sur l'économie américaine, peut-être surtout d'ailleurs sur l'économie américaine. Alors, il faudra l'assumer. Mais je ne pense pas que, compte tenu des réactions qui ont été très rapides de la part notamment des Occidentaux et du Fonds monétaire international, je ne pense pas que ces conséquences, qui existeront, seront très lourdes.

Vous savez, il y a une différence avec la crise mexicaine : sur la proposition de la France d'ailleurs à la réunion du G7 à Lyon, nous avons obtenu que les moyens du Fonds monétaire international soient sensiblement renforcés, et que ces mécanismes de décision soient facilités. Le résultat, c'est que le Fonds monétaire international -qui est une institution tout à fait remarquable et à laquelle la France apporte son appui le plus total- a pu réagir très vite et de façon massive. La prise de conscience de l'importance de l'enjeu a fait que les Etats ont réagi et le système bancaire également, si bien que ce qui aurait pu devenir une catastrophe peut, je l'espère, n'être qu'une crise d'adaptation. Donc, il y aura des conséquences, mais elles devraient être modérées. On mettra plus d'un an à sortir définitivement de cette crise, mais la solidarité a bien joué, et la confiance affirmée par l'Europe, ici à Londres, à l'égard des pays concernés est un signal très fort et très utile pour permettre de sortir de la crise sans trop de difficultés.

QUESTION - Il y a eu un message fort de toute la réunion surtout de l'Europe : la réaction à la crise ne doit pas être un retour au protectionnisme, cela devrait être le contraire. Vous avez dit que vous vous êtes battu pour que les pommes puissent entrer au Japon. Est-ce que cela veut dire que l'Europe va mettre les choses en place, d'abord les choses en Europe, par exemple la politique agricole commune, et l'accès de produits agricoles venant d'autres endroits, aussi de produits venant du Golfe, bauxite, pétrole etc... ?

LE PRESIDENT - Il y a eu un débat assez intéressant, hier après-midi, au sujet d'une inquiétude tout à fait excessive et injustifiée de la part de certains des partenaires de l'Europe dans le monde à l'égard d'une tentation qui pourrait venir à l'Europe de constituer une sorte de forteresse auto-satisfaite, notamment lorsque l'Europe sera élargie. Et j'ai ouvert ce débat hier justement pour répondre, je ne dirais pas aux inquiétudes, mais aux questions que se posaient nos partenaires asiatiques, pour leur expliquer que l'Europe n'a ni vocation, ni ambition de devenir une forteresse et c'est tout à fait le contraire. Dans sa culture, il y a le fait que ce sont les échanges qui permettent de s'enrichir. Et plus le niveau de vie s'élève, et c'est le cas globalement en Europe sur la longue période, et plus les besoins de commerce, d'échanges se font pressants. Je rappelle que l'Europe est l'ensemble économique le moins protégé du monde. Alors, on peut toujours lui demander des efforts supplémentaires sur tel ou tel point, je suis tout à fait d'accord pour les examiner, mais il faut savoir que l'ensemble de l'Union européenne est le marché le plus ouvert du monde. Alors, il faut aller plus loin, mais nous ne pouvons pas y aller tous seuls, il faudra que chacun fasse un effort.

QUESTION - Monsieur le Président, je voulais revenir sur le fonds d'assistance technique. Vous avez dit tout à l'heure qu'il n'y avait aucune réserve de la part des pays européens, mais en ce qui concerne l'argent que les uns et les autres doivent mettre dans ce fonds, y-a-t-il eu des réserves ? Est-ce que tous les pays de l'Union européenne vont mettre la main à la poche ?

LE PRESIDENT - Il y a deux choses : d'une part la poursuite d'une politique pour contenir la crise, qui coûte ou qui est susceptible de coûter, aux pays européens au travers de plusieurs canaux. D'abord au travers du FMI, il ne faut pas oublier que l'Europe participe au FMI pour 30%,

les Américains seulement pour 18% c'est déjà un signe & les Japonais font un effort considérable. Ensuite, il y a les risques pris par le secteur bancaire. Les banques européennes ont joué parfaitement le jeu, et naturellement, ceci représente pour elles un risque et une aide qui sont tout à fait importants. Alors cela, l'Europe est décidée à le continuer, ne serait-ce que, parce qu'étant fortement engagée, elle a tout intérêt à ce que ces pays retrouvent une situation où ils pourront honorer leurs dettes.

D'autre part, il y a la décision qui a été prise, qui ne représente que peu de chose, de coopérer davantage en matière d'expertise. On a beaucoup dit que les structures bancaires, en particulier le système prudentiel était insuffisant dans ces pays, et on a donc décidé - ce qui est important sur le plan technique, mais ce qui n'est pas un problème financier - de créer un fonds pour permettre la mise en oeuvre d'une coopération technique importante. C'est peu de chose, je crois que c'est de l'ordre de 50 millions de dollars, qui, répartis entre tout le monde - sans que cela ait fait l'objet d'une discussion quelconque, et qui permettra à un certain nombre d'experts européens d'aller sur place, ou d'experts asiatiques de venir chez nous pour essayer d'améliorer notre système de gestion bancaire et financière -, n'a posé aucun problème. C'est de la coopération, parce qu'il faut se méfier des jugements. Je me souviens à Bangkok, tout le monde disait : "ah, ces pays avec leurs tigres et leurs dragons sont des pays fantastiques dont la gestion est extraordinaire", ce qui était probablement excessif. Aujourd'hui, il y a une crise alors on dit : "ah, c'est épouvantable, ils ont été gérés en dépit du bon sens, il faut leur expliquer comment ils doivent gérer leurs affaires", c'est également excessif. Il faut prendre un peu de recul par rapport aux choses.

Il y a eu une très bonne intervention du Premier ministre finlandais, ce matin, qui a dit : "moi, je serais plus modeste dans mes appréciations, parce que nous, il y a 10 ans, nous avons connu une crise de la même nature que l'Asie aujourd'hui, même si elle était moins importante quantitativement. Nous avons fait de gros efforts pour en sortir, nous en connaissons les difficultés, donc je serais plus modeste dans mon jugement". J'ai trouvé que cette appréciation était marquée au coin du bon sens.

QUESTION - Quel est votre attitude sur l'élargissement de l'ASEM, êtes-vous prêt à accueillir d'autres pays asiatiques, comme l'Inde et le Pakistan, au prochain sommet ?

LE PRESIDENT - C'est un sujet qui a été abordé, nous n'étions pas préparés à le traiter, et, il a été décidé de confier aux ministres des Affaires étrangères l'étude de l'éventuel élargissement de l'ASEM, notamment à des pays asiatiques, pendant la période de préparation du sommet de Séoul. Il a été dit que nous prendrions des décisions à Séoul, je ne peux donc pas préjuger de ces décisions. Je crois que l'élargissement en Asie, dépend essentiellement de la décision des pays asiatiques, c'est à eux de dire ce qu'ils veulent, de même que, le cas échéant, l'Europe fera des propositions d'élargissement à certains pays européens qui ne font partie de l'Union.

QUESTION - Selon certaines délégations, vous avez appuyé l'intervention du Docteur Mahatir, concernant le rôle des investisseurs dans la crise qui a frappé sa monnaie et certaines autres monnaies asiatiques & quelle est votre opinion sur la spéculation financière, considérez-vous que cette spéculation a une grande part de responsabilité dans les problèmes que connaissent les pays ?

LE PRESIDENT - Vous savez, la spéculation n'est jamais une très bonne chose. Je vous répondrais plutôt sur le renforcement du Système monétaire international, ce qui est une manière positive de traiter ce problème. Nous constatons que plus le Système monétaire international est ouvert, plus sa fragilité devient un problème pour l'ensemble des pays. Les capitaux sont de plus en plus volatiles, les crises de change ont des conséquences de plus en plus graves, et plus aucun pays n'est protégé. Les réactions en chaîne peuvent se produire, on l'a vu en Asie, et peuvent développer des réactions, des conséquences humaines et sociales que l'on observe hélas aujourd'hui en Asie et qui sont évidemment graves.

Alors, il ne s'agit pas réglementer le SMI, il s'agit de le renforcer, de lui assurer plus de stabilité, de réduire les comportements erratiques des marchés, d'assurer plus de transparences, de maîtriser la spéculation dans ce qu'elle peut avoir de nocif. Alors, cette réflexion est désormais urgente, c'est ce que dit le Docteur Mahatir, et il a raison. Cette réflexion concerne

urgente, c'est ce qu'a dit le Docteur Mahatir, et il a eu raison. Cette réflexion concerne l'ensemble des pays, l'Asie naturellement, l'Europe, mais aussi les autres grands partenaires du monde, l'Amérique du Nord, l'Amérique du Sud, l'Afrique.

Je souhaite que des progrès soient faits dans la réflexion dans ce domaine, dans le sens proposé par le Docteur Mahatir, sous l'égide du FMI, comme il l'a précisé, parce que ceci doit être fait sous l'égide du FMI et aussi des autres grandes institutions internationales, comme la banque. La France, en tous les cas, comme je l'ai indiqué, fera son effort dans le cadre de cette réflexion générale et donnera les conclusions de sa propre réflexion.

QUESTION - Monsieur le Président, toujours en termes de coopération technique, je voulais savoir si des projets précis avaient été évoqués pour aider ces pays à développer leurs systèmes de protection sociale qui leur fait apparemment défaut ?

LE PRESIDENT - C'est un sujet qui a été évoqué et qui fera partie des sujets qui devront être traités par les experts. La coopération technique qui s'élabore au niveau des experts, dont j'ai parlé tout à l'heure - je le dis ici, parce que je voulais le dire tout à l'heure, mais je n'ai pas pu reprendre la parole -, je pense que quand il y a un groupe d'experts il faut quelqu'un pour le diriger, et je pense que M. Lamfalussy, le précédent directeur de l'Institut monétaire européen, qui est un homme de grande compétence, serait probablement tout à fait à même de remplir cette fonction, et dans cette fonction il y a également les conseils pour la mise en oeuvre de systèmes de protection sociale.

QUESTION - Première question, à propos de cette fonction dont vous venez de parler : est-ce que cette fonction pourrait être celle, plus généralement, d'un ambassadeur européen auprès de l'Asie, une espèce de Monsieur PESC, pour l'Asie ? Deuxième question sur la Chine : quelle impression vous a fait le Premier ministre Zhu Rongji, et avez-vous parlé des Droits de l'Homme avec les dirigeants chinois ?

LE PRESIDENT - Je me permets de vous rappeler que nous parlons des Droits de l'Homme avec les dirigeants chinois depuis que j'ai ouvert ce débat sur des bases nouvelles permettant des vrais progrès, ce qui a été le cas à Bangkok. Alors je ne vous dirais pas qu'on en a parlé aujourd'hui avec Monsieur Zhu Rongji, ce n'est pas le cas. Nous avons parlé des problèmes qui étaient à l'ordre du jour, mais, en revanche, vous pouvez être assuré que ce sera l'un des sujets dont j'aurai l'occasion de parler avec lui, puisqu'il vient officiellement à Paris à partir de dimanche. Il va passer deux jours en France, ce dont je me réjouis, car la compétence de Monsieur Zhu Rongji dans les domaines économiques est grande, incontestable et reconnue.

En ce qui concerne Monsieur PESC pour l'Asie, vous savez, méfions-nous de la tentation de créer des "Messieurs ceci ou cela" dès qu'il y a un problème. Nous avons un système de coopération avec l'Asie qui se renforce, qui est dans le cadre de l'ASEM. Nous avons décidé de créer un groupe d'experts, je propose même un nom pour la direction de ce groupe, - on peut d'ailleurs penser à quelqu'un d'autre -. Faisons confiance aux gens, ne croyons pas que lorsqu'on a nommé un "Monsieur quelque chose" on a réglé un problème. Cela, c'est une tentation française, de même que l'on croit que, quand les choses ne vont pas, il suffit de changer un texte pour que cela s'arrange, ce n'est pas vrai, ce sont des problèmes de comportement.

QUESTION - On a l'impression d'un renforcement de la structure de l'ASEM, par rapport à il y a deux ans. Est-ce que cela signifie par rapport à l'APEC, qui est une autre organisation et qui regroupe les Asiatiques et les Américains notamment, que les Européens sont apparemment attentifs à la crise asiatique, cette fois-ci est-ce que cela renforce l'ASEM, dans la relation bilatérale avec l'Europe, par rapport à une relation qui est très proche entre les Etats-Unis et l'Asie ?

LE PRESIDENT - D'abord, il ne s'agit pas de faire de compétition avec l'Amérique dans nos relations avec l'Asie. Il y avait une situation de fait qui était que les relations entre l'Amérique et l'Asie étaient beaucoup plus fortes, au point d'être déséquilibrées par rapport aux relations entre l'Europe et l'Asie et l'objectif de l'ASEM a été de renforcer ces relations, et je crois que cet objectif a été atteint, dans tous les domaines, y compris, je voudrais le souligner, le très grand succès de la fondation euro-asiatique sous l'autorité de Monsieur Kho, à Singapour, qui a fait un travail extraordinaire, depuis deux ans, pour très peu d'argent.

Face à une crise, il y a deux hypothèses : ou bien on se sépare et l'on regarde ceux qui sont en crise comme des pestiférés, ou bien on est solidaire pour essayer d'en sortir tous ensemble. La solidarité a été un élément marquant de cette réunion. On a bien compris qu'on ne pouvait être que solidaire, donc cela a renforcé, sans aucun doute, l'axe Asie-Europe. D'ailleurs, il ne faut pas se faire d'illusions, si l'Asie souffre aujourd'hui, cela veut dire que l'Europe souffrira demain, donc nous avons le même intérêt.

QUESTION - Est-ce que vous avez décidé où se passera le sommet de l'ASEM après Séoul, ou bien est-ce que la célébration de ce sommet est liée à la présidence semestrielle éventuelle ?

LE PRESIDENT - Nous n'avons pas encore décidé du lieu de la réunion de 2002, en revanche, je pense que la réunion de Séoul aura lieu dans le deuxième semestre -je le pense, il appartiendra aux autorités coréennes de le définir- de l'année 2000, ce qui sera intéressant pour la France, qui sera à ce moment-là, présidente de l'Union.

Je vous remercie.\